

A. Heyntjens

Le Ministre du Commerce s'est intéressé hier au Commerce français.

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot
Téléphone : GUT. 02-71, BERG. 40-81
Après 9 heures : GUT. 76-83.

Directeur
GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS			
1 An	6 Mois	3 Mois	1 MOIS
18 fr.	9 fr.	4 fr. 50	1 fr. 50

L'ALLEMAGNE CONTRE LA SUISSE

Un chantage sans écho

(DE NOTRE CORRESPONDANT DE ZURICH)

Les Allemands viennent d'avoir une idée.

— Les Alliés, ont-ils pensé, sont de braves gens qui répugnent à faire de la peine, fût-ce à leurs ennemis, et qui ne consentiraient jamais à en faire à des neutres, ni aux Suisses en particulier.

Ayant ainsi pensé, ils se sont tournés vers le gouvernement fédéral de l'aimable Helvétie et ils lui ont tenu ce langage :

— Vous achetez chez nous un certain nombre de marchandises qui sont indispensables à votre existence nationale, et vous en avez acquis récemment pour dix-sept millions. Sans doute vous offrez de nous les payer, mais nous n'avons que faire de votre argent. Nous aurions, au contraire, fort à faire de coton, de café, de riz, de graisse, et de divers autres produits alimentaires. Donnez-nous, en échange de votre dette, ces produits qui nous manquent et nous serons bons amis.

— Nous voudrions bien, a répondu le gouvernement fédéral, malheureusement ces marchandises ne poussent pas en Suisse et nous n'en avons pas.

— Ne vous inquiétez pas de cela, ont rétorqué les Allemands ; s'il n'y a, en ce moment, sur le marché suisse ni café, ni riz, ni coton, ni aucune des marchandises que nous sollicitons, c'est que nous entretenons chez vous, à grands frais, des accapareurs qui ont précisément acquis tous ces produits, au plus grand préjudice d'ailleurs de la population, qui ne trouve plus à se ravitailler, et de l'industrie nationale, qui manque de matière première. Les marchandises que nous recherchons sont donc en fait déjà notre propriété et tout ce que nous souhaitons de vous c'est seulement le droit de leur faire passer la frontière.

— Mais, a osé riposter le malheureux gouvernement suisse, ces marchandises que vous avez accaparées ne sont entrées chez nous que grâce à la bienveillance des Alliés. C'est par amitié pure que les Anglais, les Français et les Italiens ont consenti à nous envoyer des produits, sans lesquels nous serions réduits à mourir de faim. Par contre, nous nous sommes engagés à ce que ces marchandises ne soient rétrocedées qu'à nos nationaux seulement et surtout à ce que, en aucun cas, elles ne franchissent la frontière allemande.

Sur quoi, le gouvernement allemand a fait les gros yeux et envoyé au gouvernement suisse une note comminatoire, qui peut se résumer ainsi :

— Assez causé. Il est possible que les Alliés vous nourrissent, mais nous vous fournissons, nous, du charbon, du fer et de l'acier, qui sont également indispensables à votre existence économique. Si vous ne nous livrez pas les produits que nous convoitons, vous n'aurez plus ni charbon, ni fer, ni acier. Ceci dit, arrangez-vous avec les Alliés.

Et les Suisses viennent d'envoyer une mission à Paris, pour s'arranger avec les Alliés.

Si les Alliés ne cèdent pas, les Suisses iront disant — croyant, peut-être — que ce sont les Alliés qui les ont mis dans cette situation.

Si les Alliés cèdent, l'Allemagne recommencera avec la Hollande, la Suède, la Norvège, le même petit chantage qui lui aura réussi avec la Suisse. Ce sera la fin du blocus, à l'heure précise où le blocus commence à rétroceder ce qu'on en a si longtemps attendu.

Les Alliés au cœur tendre sont en face de ce dilemme :

Faut-il sacrifier le blocus ?... Faut-il sacrifier les neutres ?...

Il est heureusement plus facile de forcer un dilemme que de forcer un blocus.

Si nous avions voix au chapitre, nous répondrions aux plénipotentiaires suisses, sans beaucoup d'angoisse :

— Nous avons pris vis-à-vis de vous un engagement très déterminé, qui est de vous fournir un certain nombre de denrées. Nous tenons notre engagement. Vous avez pris vis-à-vis de nous l'engagement de ne pas réexpédier ces produits en Allemagne. Tenez votre engagement, à votre tour. L'Allemagne a pris, de son côté, l'engagement de vous fournir, sans compensations, du charbon, du fer, de l'acier. Si elle ne le tient pas, cela ne nous regarde pas.

— Nous mourrons donc...

Dix-sept maternités ne donnent droit à rien

M. Brieux, qui poursuit dans le *Journal* sa grande enquête sur la situation sociale de la femme et y disserte éloquentement sur l'avenir de la famille française, reproduit l'autre jour, dans un article intitulé : « Des mères ! Des enfants ! », la lettre d'une de ses lectrices qui, ayant eu six enfants, lui exposait combien elle avait peine pour les élever.

Et, tout ému, l'honorable académicien, après un parallèle d'ailleurs inattendu entre la vie de cette vaillante femme et celle d'un fonctionnaire, déclarait qu'une sextuple maternité devrait donner droit à la Légion d'honneur au même titre que vingt-cinq années passées dans une administration de l'Etat.

Je le veux bien ; mais, avant de décorer les femmes qui ont une nombreuse progéniture, il serait peut-être bon de leur permettre de vivre, ou plutôt de les y aider.

Plus favorisé que M. Brieux, j'ai reçu la visite d'une lectrice de *L'Œuvre* qui, elle, a eu dix-sept enfants et en a encore douze, ce qui est déjà fort honorable.

Ces cas de fécondité étant assez rares à Paris et même en province, j'ai considéré ma visiteuse avec une certaine curiosité et ne lui ai pas caché mon admiration.

— Oui, monsieur, m'a-t-elle dit en tapant sur ses fortes hanches, j'ai eu dix-sept enfants en vingt-cinq ans de mariage et je pourrais en avoir d'autres, mais vraiment je n'y suis pas encouragée.

Elle me tendit son livret de famille avec quelques feuilles supplémentaires, car toutes les cases de celui-ci étaient remplies, et j'y relevai la liste des enfants vivants que voici :

- 1 fille mariée, majeure ;
- 3 fils soldats, majeurs ;
- 1 fille de 16 ans ;
- 1 fille de 15 ans ;
- 1 fille de 13 ans ;
- 1 fille de 11 ans ;
- 1 fille de 8 ans ;
- 1 garçon de 6 ans ;
- 1 fille de 5 ans ;
- 1 garçon de 3 ans.

Au total, cinq garçons et sept filles.

— Vous voyez, me dit cette brave femme, que j'ai fait largement mon devoir et vous me croirez si je vous affirme que, depuis mon mariage, je n'ai pas eu souvent le temps de souffler.

J'opinaï du bonnet.

— Eh bien, n'empêche qu'en pleine guerre, au moment où l'on a tant de mal à vivre, je suis partout rabrouée quand je demande qu'on m'aide un peu. On me reproche presque d'avoir tant d'enfants. Le conseiller municipal de mon quartier, à qui je me suis adressée, m'a envoyée promener et, à la mairie du XIX^e, où je me suis présentée plusieurs fois pour demander l'allocation, on me regarde de travers en me répétant que je n'ai droit à rien parce que mon mari travaille et n'est pas mobilisé.

Ma visiteuse m'expliqua alors que son mari travaille, en effet, et même gagne bien sa vie. Il est chauffeur de taxi et se fait en moyenne quinze francs par jour ; mais il a cinq francs d'essence et se trouve forcé de prendre au moins un repas en ville. Avec les petits frais supplémentaires, il ne lui reste donc de disponible que huit francs qu'il remet scrupuleusement aux siens.

Huit francs, plus trente ou quarante sous que peut me donner ma fille de seize ans qui commence à gagner sa vie, ce n'est évidemment pas la misère, poursuivait l'excellente ménagère, mais nous sommes dix à la maison : mon mari et moi et huit enfants ! Un de mes soldats est marié et je n'ai pas à m'en occuper ; mais les deux autres n'ont que leur prêt ; il est naturel, n'est-ce pas, que je désire leur envoyer de temps en temps quelques douceurs. Enfin, monsieur, je ne veux pas vous retenir davantage et je vais vous dire le but de ma visite. Je voudrais savoir si une femme qui a douze enfants, dont huit mineurs, qui se trouve dans la situation que je viens de vous exposer et ne veut rien recevoir à titre d'aumône, a le droit d'exiger que l'Etat lui vienne en aide.

Et je fus obligé de répondre :

— Non, madame.

Maxime Serpeille

— Non, vous ne mourrez pas. Car c'est une chose que d'articuler une menace, et c'en est une autre de l'exécuter. Ce n'était point par altruisme que les Allemands vous vendaient jusqu'ici des produits qu'ils ont en excédent. Au fond de leur cœur, ils ne souhaitent pas plus se fermer votre marché que vous ne souhaitez vous fermer leurs mines. C'est à son instinct commercial autant qu'à sa valeur guerrière que l'Allemagne doit la place qu'elle occupe dans le monde. En ne lui donnant pas satisfaction, vous vous exposez à lui faire beaucoup de peine, mais elle ne sacrifiera à son chagrin, soyez-en persuadé, ni son avenir économique, ni sa situation financière, ni son change. Un vrai commerçant ne boude pas contre son ventre, et ne ferme pas boutique uniquement parce qu'il a des peines de cœur. Allez et ne craignez plus.

J. Robert

Les jours se suivent...

Ça vaut mieux

Comme *L'Œuvre* l'a demandé, le ministre du commerce vient de lever la prohibition des automobiles étrangères. Nous le remercions et nous voudrions le féliciter sans réserves. Par malheur, le nouveau décret ne donne qu'une satisfaction partielle aux commerçants dont nous avons transmis les justes doléances à M. Clémentel. En effet, les droits de douane sur les véhicules d'un poids inférieur à 2500 kilos se trouvent quadruplés, ce qui, avec le fret et le change, double le prix de la marchandise et, par suite, en rend l'importation presque impossible.

— Soit, observera peut-être M. Renault, qui, bien que président d'un autre syndicat de fabricants, n'a pas cru devoir joindre sa protestation à celle du marquis de Dion publiée par *L'Œuvre* (ce qui nous incline à croire qu'il est de notre avis) ; soit, mais nous revenons au régime primitif pour les véhicules d'un poids supérieur à 2500 kilos, c'est-à-dire que les industriels, qui se plaignent à *L'Œuvre* de ne plus trouver en France les camions nécessaires à leur industrie, pourront s'en procurer au dehors, dans les mêmes conditions qu'autrefois.

C'est exact, et ce seul résultat est fort appréciable. Encore faut-il noter que toutes les automobiles d'un poids inférieur à 2500 kilos ne sont pas nécessairement des voitures de luxe ; les voitures de livraison ou les « camionnettes » ne rendent pas moins de services aux commerçants que les gros camions aux industriels.

Mais on nous dit que deux grandes maisons françaises renouvellent présentement leur outillage pour fabriquer en séries et en abondance toutes les voitures légères dont on a besoin. Si cette fabrication n'est pas trop lente et si le prix des nouvelles voitures n'est pas trop élevé, il n'y aura plus rien à dire. Nous revenons sur le terrain de la concurrence loyale, profitable à tous, et ce sont bien cette fois les véritables intérêts de l'industrie nationale que semble servir le nouveau décret Clémentel.

Gustave Téry

Le châtiment

Ma voisine est une vieille dame aux traits anguleux, à la bouche amenuisée, au regard métallique. Haute, mince, droite comme un i, l'on croit toujours, lorsqu'elle sort de chez elle, que c'est pour aller faire une scène à quelqu'un.

Comme je rentrais bredouille de la chasse au sucre, elle m'a dit : « Bah ! les gens — il faut l'entendre prononcer : les gens — boiront leur café nature, et leur thé, ils n'en mourront pas, et ça leur apprendra que l'on est en guerre. »

Ce disant, elle venait de rafler le dernier kilo de « cristallisé » chez la crémière. Depuis trois semaines, d'ailleurs, n'ayant pas autre chose à faire, elle battait les quatre coins de Paris, furetant dans toutes les boutiques, et il était bien rare qu'elle rentrât le cabas vide.

Sournoisement, elle « muchait » son bûtin non point dans l'appartement où la femme de ménage, qui a son mari au front, l'eût pu découvrir et en quémander quelques morceaux pour son « poulu » ou ses gosses, mais dans la mansarde, bien au sec, sous la chaleur du toit.

Or, une bourrasque survint qui décapita une cheminée, laquelle dégringola sur la tabatière et en cassa la vitre ; une pluie diluvienne suivit... La vieille dame était à la campagne pour deux jours. Lorsqu'elle retourna elle monta jeter un regard attendri sur sa précieuse razzia, elle poussa un cri d'horreur ! Elle voyait le sol givré d'arabesques charmantes, tandis que les trois ou quatre kilos de sucre sauvés du désastre pleuraient par la base, en s'affaissant doucement, d'épaisses larmes sirupeuses.

La vieille dame, comme bien vous pensez, ne se vanta pas de l'aventure, mais, ne pouvant s'en prendre ni au vent ni à la pluie, et ne songeant certes pas qu'il peut y avoir en ce monde une justice immanente, elle foudroie les gens d'un regard plus implacable.

L'Ouvrière

Lire à la quatrième page toutes les dépêches importantes groupées et classées de telle sorte que le lecteur puisse embrasser d'un regard les informations essentielles de la journée.

LA PRISE de la position Gallo-Asiago PAR LES ITALIENS

Depuis plusieurs jours, l'offensive autrichienne dans le Trentin était complètement arrêtée — contre-coup certain de l'offensive russe.

Les Italiens ont immédiatement repris l'offensive, mais les succès obtenus jusqu'à présent n'étaient que des succès d'avant-garde sur les résultats desquels on ne pouvait se prononcer.

Les nouvelles qui nous parviennent, mais qui manquent encore de précision, annoncent la reprise de la ville d'Asiago. Le retour des troupes italiennes sur ce point ne leur fait encore marquer qu'une avance de quelques kilomètres, et ce n'est pas ce qui en constitue l'importance.

Mais, en même temps, les Autrichiens sont rejetés de la position Gallo-Asiago, c'est-à-dire de la clef du plateau des Sept-Communes. On se rappelle que c'est par ce plateau que le centre autrichien avait réussi à pénétrer comme un coin au travers des lignes italiennes.

Ils avaient négligé de porter leurs deux ailes à hauteur : l'aile droite par le Lagarna, et l'aile gauche par le Sugana.

Ils paient la faute commise ; leur centre, trop en l'air et privé des réserves retirées au profit du front oriental, est obligé de reculer.

Général Verraux

Voici le communiqué qui annonce cette victoire de nos alliés :

Rome, 25 juin (commandement suprême.) — L'ennemi, impuissant à triompher de nos défenses et sous la pression énergique de la poussée offensive exercée par nous depuis plusieurs jours, a dû commencer à se replier.

Le nord des routes de Mandrielle, les positions du Castel-Gomberto et des Meletta, du mont Longaro, de Gallio, de Cesuna et du Monte-Cengio ont été reconquises par nous.

Notre avance continue avec vigueur, talonnant l'ennemi. — Signé : CADORNA.

D'autre part, un télégramme de Rome à l'Agence Radio :

Les troupes italiennes viennent de remporter un grand succès.

ELLES SE SONT EMPAREES DE LA VILLE D'ASIAGO.

Cette victoire déclenche le mouvement de reflux des Autrichiens et prépare leur expulsion des territoires italiens que leur puissante offensive leur avait un moment livrés.

Autour de Verdun

Les Communiqués

15 heures

En ARGONNE, une tentative de l'ennemi, dirigée sur un de nos petits postes à LA FILLE-MORTE a été repoussée à coups de grenades.

Sur la rive gauche de la MEUSE, duel d'artillerie particulièrement vif dans la région du MORT-HOMME.

Sur la rive droite, une attaque allemande prononcée cette nuit sur nos positions à l'ouest de l'ouvrage de THIAUMONT a complètement échoué sous nos tirs de barrage et nos feux d'infanterie.

Au cours d'une opération locale entre le bois du FUMIN et le CHENOIS, nous avons enlevé quelques éléments de tranchées ennemies.

Dans les autres secteurs, on ne signale que des actions d'artillerie.

Nuit calme sur le reste du front.

23 heures

En CHAMPAGNE, notre artillerie a bouleversé les organisations ennemies au nord de VILLE-SUR-TOURBE.

Sur le front nord de VERDUN, aucune action d'infanterie au cours de la journée. Le bombardement a diminué d'intensité sur les deux rives de la MEUSE. Toutefois, dans la région de la cote 304, la lutte d'artillerie s'est maintenue très vive.

Dans les VOSGES, les tirs de nos batteries sur les positions allemandes à l'est de la CHAPELOTTE ont provoqué l'explosion de deux dépôts de munitions.

Rien à signaler sur le reste du front.

POUR FAIRE DE L'HOTELLERIE UNE industrie vraiment française

De toutes les branches de l'industrie et du commerce français, celle de l'hôtellerie était avant la guerre la plus accueillante aux étrangers. La proportion des cosmopolites atteignait 65 0/0 dans les grands restaurants et dans les hôtels, où elle se décomposait de la façon suivante : 30 0/0 d'Austro-Allemands, 20 0/0 de Suisses et 15 0/0 d'Italiens.

Il est bien entendu que nos ennemis ne doivent pas remettre les pieds chez nous et nous ne verrions ici aucun inconvénient à ce que les neutres s'en retournent chez eux pour laisser la place aux Français et à leurs alliés. Mais il faut remplacer tout ce personnel qui occupait les grands emplois comme les postes les plus infimes, depuis le directeur du palace jusqu'au petit commis et au plongeur.

Serons-nous, demain, mieux qu'hier, en état de remplacer les indésirables et de refaire de l'hôtellerie une industrie française ? Il faut bien l'espérer, car les sacrifices consentis l'auraient été en pure perte si nous devions revenir aux erreurs d'autrefois et si nous négligions de profiter des leçons du passé, et des bénéfices de la victoire. C'est la volonté très nette de nos compatriotes qui se préparent à la réaliser, car il ne suffit pas de vouloir, il faut pouvoir. Le directeur de l'un des premiers hôtels de Paris, qui a donné l'exemple en révoquant tous ses employés étrangers sans exception et en engageant des réformés de la guerre, a bien voulu nous donner ces raisons :

— On a beaucoup parlé, et écrit plus encore, sur cette grave question de la main-d'œuvre étrangère dans l'hôtellerie, sans qu'aucun plan d'action pratique ait été élaboré ; et cependant, il ne servirait à rien de le cacher, un effort très sérieux sera nécessaire pour substituer au personnel étranger un personnel français qui n'existe pas, tout au moins en assez grand nombre. Il faudra donc le créer, mais il y a un apprentissage à faire qui demande quelques années et en attendant nous allons être obligés de patienter.

— En conservant les aubains ? — Je ne vois pas d'autre moyen au début. Un pourcentage d'étrangers pourrait être établi qui serait fixé ultérieurement, à condition toutefois que les places de directeurs et de chefs de service soient réservées à des Français et qu'une surveillance soit exercée par la police des garnis. Ce pourcentage nous rendrait maîtres chez nous et permettrait de contrôler ce qui se dit et ce qui se fait dans les grands palaces, afin ne plus nous mettre à la merci de l'espionnage allemand.

— Admettez-vous, avec *L'Œuvre*, que le travail de ces étrangers devrait être taxé ?

— Je suis entièrement de cet avis. Nous devons traiter les étrangers comme nous sommes traités chez eux. En Suisse, toute personne employée dans les hôtels ou ailleurs paie un impôt proportionnel à son salaire. En Allemagne, il en était de même, avec cette petite différence que l'impôt était plus élevé. Taxons donc les aubains, sans attendre la fin des hostilités, et nous aurons ainsi un impôt qui diminuera d'autant les charges de nos concitoyens.

— Ne vous éloignez-vous pas du but que vous vous êtes assigné, qui est de rendre l'hôtellerie aux Français ?

— Nous ne parviendrons à nous passer des étrangers que le jour où la partie dirigeante des hôtels sera française. Or elle ne le deviendra que lorsque les jeunes gens des classes moyennes consentiront à choisir ce métier qu'ils ignorent et quand les parents acceptent de se séparer de leurs enfants à la sortie des écoles pour les envoyer à l'étranger faire leur apprentissage. L'expérience prouve qu'on ne fait jamais un bon directeur de palace si l'on n'a fréquenté l'office, les cuisines, la cave et les bureaux. Il ne suffit pas d'ailleurs de posséder à fond son affaire, il faut aussi adapter son caractère aux exigences de la situation. Beaucoup de savoir-faire et de diplomatie sont exigés dans nos maisons, même pour un emploi subalterne et le métier n'est pas aussi facile que beaucoup se l'imaginent.

— Les Français, dites-vous, ignorent qu'ils peuvent se faire de brillantes situations ou gagner très honorablement leur vie dans les hôtels-restaurants. Voulez-vous que nous leur fassions connaître ce que gagne le majestueux maître d'hôtel, le savant cuisinier, le caviste,

le garçon de salle, le valet de chambre, le plongeur, le groom, etc. ?
— J'accepte d'autant plus volontiers que c'est, à mon avis, la meilleure façon d'atteindre le grand public.

« Dans notre profession les employés sont divisés en deux catégories : le personnel dirigeant, ne comptant que sur son fixe, et celui qui vit du pourboire. L'inconvénient est que les employés de la direction, en débutant, ne sont pas très bien payés : cent cinquante francs par mois, nourris, blanchis et logés, mais ils ont à supporter les frais de toilette qu'exige une mise toujours correcte. Le jeune homme, qui entre dans une maison vers seize ou dix-huit ans, est placé tout d'abord au bureau des renseignements. De là, au fur et à mesure qu'il acquiert de l'expérience, il passe à la réception, devient secrétaire, caissier, chef de réception, puis il arrive à être sous-directeur, directeur. Or, toutes ces situations sont très bien rétribuées.

« Jusqu'à présent, les Austro-Allemands qui se trouvaient à la tête des grands hôtels faisaient venir à Paris de petits cousins, fils d'hôteliers boches, lesquels accouraient, comme volontaires, pour apprendre le français, se parfaire dans le métier et se caser quelques années après, comme sous-directeurs dans un autre palace.

— Et le personnel des restaurants ?
— Il faut distinguer entre la carte et la table d'hôte, car jamais un Austro-Allemand n'a été capable de faire un garçon de restaurant à la carte. Il est indispensable de connaître à fond la cuisine pour pouvoir composer un menu, expliquer au besoin la confection des plats. Les garçons des grands restaurants, qui sont susceptibles de faire d'excellents maîtres d'hôtels, sont théoriquement aussi forts que les cuisiniers. Aussi sont-ils tous français ou italiens.

« Les tables d'hôte, au contraire, étaient presque entièrement servies par des garçons boches, le travail qui consiste à passer à tout le monde les mêmes plats n'exigeant aucune intelligence. « Les maîtres d'hôtel reçoivent de modestes appointements de cinq louis, mais ils touchent des trois à cinq cents francs de pourboires par mois. Les garçons ont un fixe moitié moins élevé et leurs pourboires suivent la même proportion.

« Les petits commis qui aident les garçons étaient, pour la plupart, autrichiens ou allemands. Ces « loupes » travaillaient sans aucune rémunération, pour apprendre la langue et le métier.

— Si nous passions aux cuisines ?...
— Là on ne rencontre pas un étranger. La cuisine est essentiellement française, et en Angleterre, comme en Amérique, il n'y a pas de bonne maison sans cuisiniers de Paris. Il en était de même en Allemagne avant le mois d'août 1914. Le chef, les chefs de partie, seconds, sauciers, poissonniers, rôtisseurs, entre-metiers, cafetiers et cavistes sont tous des compatriotes. Il n'en est pas toujours de même des plongeurs, dont l'emploi serait dédaigné par les Français. Ils gagnent cependant de 160 à 180 francs dans les bonnes maisons et ils sont nourris, ou bien leurs appointements sont de 100 francs, avec le bénéfice des eaux grasses.

— Montons maintenant aux étages de l'hôtel.

— Les valets de chambre, qui sont suisses et qui furent surtout allemands, sont habillés et blanchis gratuitement par les blanchisseuses en remerciement de la clientèle des voyageurs qu'ils leur apportent. Leurs appointements sont de 60 à 80 francs par mois, mais leurs pourboires atteignent 3 et 400 francs, vingt-cinq louis dans certains palaces où les étrangers sont particulièrement généreux. Les femmes de chambre sont en majorité françaises ; les autres sont suisses. Il n'y a pas d'Allemands parce que Gretchen est trop lourde et qu'il faut être vive et gracieuse. Les lingères, également, sont presque exclusivement françaises et les caissières le sont uniquement.

— Quant au personnel en livrée ?
— Il est plutôt suisse que français. Les concierges et les portiers viennent de la république voisine gagner dans la nôtre quatre ou cinq cents francs par mois. Les cyclistes et les grooms sont assez mélangés, eux aussi. On les prend où on les trouve. Ces gamins de quinze ans arrivent tout de suite à se faire de 100 à 200 francs. Quant aux chasseurs à bicyclette, ce sont tous des Français, intelligents, débrouillards, adroits et vifs.

« En somme, il faut, d'une part, former chez nous un personnel d'élite et, d'autre part, veiller à ce que les agences genevoises ne nous envoient plus, après comme avant la guerre, des Suisses qui n'étaient que des Allemands déguisés. »

Que ces excellentes dispositions soient appliquées en ne perdant pas de vue que l'employé d'hôtel allemand est avant tout « un pionnier du germanisme à l'étranger », ainsi que vient de le déclarer un député au Reichstag, le docteur Stresemann, et l'hôtellerie redeviendra une industrie française.

M. Briand revient du front britannique

M. Aristide Briand, président du conseil, est rentré hier matin à Paris, revenant de l'armée anglaise.

Il a passé les journées de samedi et de dimanche à l'armée britannique, en compagnie du général Douglas Haig.

Le président du conseil a reçu M. Pachitch, président du conseil des ministres de Serbie, qui revient de Russie et d'Angleterre.

Hors d'Œuvre Bonnes intentions

Un peu partout, les enfants des écoles se sont mis de bon cœur à la culture maraîchère ; mais là surtout où on a eu l'adresse de leur présenter cet exercice comme une récompense et non comme un travail.

Cherchant les moyens de stimuler leur zèle, un journal régional a eu l'idée d'un concours... Une idée un peu inattendue : il ne s'agit pas d'offrir des prix aux écoliers qui auront fait pousser les plus gros poireaux et les plus belles carottes ; il s'agit d'offrir un prix au poète qui aura composé la plus belle chanson sur le sujet suivant : Le retour à la terre.

Après quoi, on fera chanter la chanson primée par tous les écoliers dans toutes les écoles de France, ce qui, sans aucun doute, donnera aux choux et aux navets un essor merveilleux.

En tout cas, ça fera un peu travailler les poètes sans emploi ; encore que les loirs des poètes seraient plus utilement employés à la culture maraîchère.

Mais il ne faut pas se faire d'illusions sur l'influence pratique de la chanson dans le domaine agricole ou économique.

Ni le poète Virgile, ni l'abbé Delille n'ont, par le procédé des Géorgiques, fait jaillir du sol français ou latin un seul épi supplémentaire.

Personne ne peut nier que mon excellent ami Xavier Privas soit l'auteur des plus belles chansons célébrant le travail, la bonté et les vertus de notre race.

Mais Privas ne s'est jamais fait d'illusions démesurées.

Il ne s'imagine pas qu'il suffise de chanter :

Si tu veux être libre et fort,
Travaille !

pour que tous les paresseux soient aussitôt enflammés du feu sacré.

Il ne s'imagine pas qu'il suffise de chanter :

Ton devoir est d'offrir la moitié de ton pain
A ton frère !

pour que l'égoïsme disparaisse de la surface de la terre.

Si Xavier Privas a fait ces belles chansons, c'est tout simplement parce qu'à son idée il vaut mieux chanter de belles choses que de chanter des idioties.

Et ainsi son but est esthétique autant que moral ; car le vrai, le beau et le bien sont une même chose, à ce que dit Platon.

Mais il ne faut pas que ça vous empêche de chanter en cultivant votre jardin.

ZETTE.

La ligne d'Auteuil

Tout de même, il y avait quelque chose à faire.

D'un trait de plume, voici quelques jours, la direction de l'exploitation des Chemins de fer de Ceinture a supprimé, sur la ligne d'Auteuil, SOIXANTE-DIX-NEUF trains quotidiens, quarante dans un sens, trente-neuf dans l'autre.

L'Œuvre n'avait donc pas tout à fait tort de signaler là une économie possible.

Versez votre or

En Algérie aussi, l'administration a fait apposer des affiches où sont énumérées toutes les bonnes raisons qui doivent engager les citoyens français à verser leur or pour la défense nationale.

Mais les citoyens français habitant Alger ou Oran sont surpris et découragés lorsqu'ils rencontrent dans les rues des femmes indigènes ou étrangères qui portent au cou des colliers montés avec nos pièces de cent, cinquante et vingt francs en or.

Ces femmes sont innombrables ; et leurs colliers, souvent, représentent plusieurs milliers de francs.

N'y aurait-il pas quelque moyen de persuasion plus efficace que de platoniques affiches pour amener ces femmes à se dessaisir de leur or ? Par exemple, un impôt sur les colliers ; ou un décret en exigeant le versement, après déclaration obligatoire ?

Car il est assez naïf de compter sur le patriotisme de la population cosmopolite des faubourgs d'Alger.

Petits bénéfices

Rendons justice à l'administration des Galeries Lafayette, qui applique strictement la réforme horaire.

Cependant, une petite modification a été introduite dans le règlement : le soir, les caisses acceptent des débits jusqu'à sept heures un quart ; de telle sorte que les employées sortent à sept heures et demie au lieu de sept heures ; ce qui ne les empêche pas de commencer la journée d'après l'heure nouvelle.

Elles ne voient pas bien ce qu'elles gagnent le matin à la réforme horaire ; elles voient fort bien que, le soir, elles y perdent une demi-heure.

Sans doute, l'administration des Galeries Lafayette, en mettant son horaire au point, n'a-t-elle pas aperçu cette conséquence. Il nous suffira de lui signaler le fait et de lui rappeler que la loi Honorat a pour but de faire plaisir à tout le monde.

QUE FÉVRIER N'EST PAS MARS

Le médecin inspecteur général Février, président in partibus d'un comité inexistant, est très connu dans la médecine militaire par sa haute stature, sa face proconsulaire et une soif inextinguible des honneurs et des grades qui lui ont valu le surnom pantagruélique de « Grand-gousier ».

A ces dons naturels il joint un goût marqué pour les aphorismes qui lui donne une certaine ressemblance avec Hippocrate, père de la médecine. Il serait regrettable que les sentences et apophtegmes tombés de sa bouche ne fussent pas recueillis pieusement pour la prospérité.

1^{er} aphorisme : Un corps ne vaut que par sa tête.

2^e aphorisme : La justice pour tous, les bonnes places pour nos amis.

En vertu du premier aphorisme, M. Février, étant directeur de la 7^e direction, médita de faire du service de santé un corps hydrocéphale dont il devait constituer la tête à lui tout seul. M. Charles Humbert survint à temps pour faire avorter le monstre.

En vertu du second, M. Février a fixé définitivement sa résidence à Paris, d'où aucun règlement, aucune loi n'a pu le faire sortir. On ne lui connaît, en fait de déplacement, qu'une courte villégiature de quelques mois, effectuée au cours de l'année 1914, dans la région du Mans : c'est le premier embusqué de France.

Pendant que la France perd son sang par mille blessures, M. le Premier conspire... Il conspire comme Catilina, et se livre au petit jeu des combinaisons de personnes, qui doit lui assurer la maîtrise incontestée de la médecine militaire. Les successeurs de Justin Godart sont déjà désignés ; la tête des plus fidèles serviteurs du ministère est mise à prix, les meilleurs sicaires sont dans la place... La trame qui doit l'étouffer se resserre de plus en plus autour de Justin l'Innocent.

De Dunkerque à Belfort, la médecine militaire s'étonne, s'indigne et s'irrite.

Quousque tandem Catilina ?

Son petit bénéfice

Le Comité des Forges est bien gentil. D'après la loi sur les retraites ouvrières, le patron doit apposer sur la carte de l'ouvrier, lorsqu'il le paie, des timbres dont la valeur représente sa cotisation et celle de l'intéressé.

Mais si l'intéressé ne présente pas sa carte ?

Le patron ne se trouve pas dégagé pour cela de son obligation, et on peut lui réclamer par la suite toutes les cotisations non payées, — ce qui, à la longue, risque de représenter un gros total.

Y a-t-il un moyen d'éviter cet ennui ?

Mais certainement ! Il suffit de verser les contributions patronales à la caisse de la société d'assurance, où l'ouvrier est inscrit.

Or, justement, le Comité des Forges a fondé une « caisse syndicale d'assurance » et il en propose les « bons offices » à ses adhérents, par un communiqué aux journaux.

Gratuitement ?

Non point. Aux termes de la loi, 10 o/o des cotisations sont abandonnés aux intermédiaires obligés.

Il n'est point de petits bénéfices, même pour le Creusot, dont les bénéfices de guerre sont évalués à quinze cents millions...

L'attente roumaine

La vaillante avance des armées russes en Bukovine, surprise pour l'esprit mathématicien de quelques stratèges, n'a pas moins ému les chancelleries ; comme de juste, l'opinion roumaine est profondément émue de ces nouveautés rapides. Il semble, à travers les nouvelles confuses qui nous arrivent de Bucarest, que le gouvernement de M. Brătianu veuille tirer immédiatement l'avantage maximum de ses accords commerciaux avec les Empires du Centre, et tout ensemble se préparer pour une intervention militaire dont la date devancerait les échéances d'abord prévues.

Il précipite les envois de céréales que l'Allemagne et l'Autriche ont stipulés par les accords conclus au mois d'avril dernier. Des propriétaires profitent du courant officiel pour y jeter des expéditions particulières et s'adjuger de la sorte de notables bénéfices. Il est douteux que leur jeu reste libre longtemps ; il n'est plus question de laisser passer du blé roumain en Bulgarie ni en Turquie ; l'excès seul des exportations vers les Empires du Centre diminue dangereusement les réserves nécessaires, jusqu'à la très prochaine récolte, aux besoins quotidiens de la population.

Cette récolte sur pied, nous croyons que M. Brătianu veut la garder, tout d'abord, pour la consommation roumaine, après s'être débarrassé, au mieux des intérêts fiscaux, de tout ce qu'il est prudent de laisser vendre en dehors des stocks en existence — pas d'avantage. Afin de hâter la moisson, le ministre libère des soldats qu'il va, pour une courte période, distribuer dans les propriétés rurales.

Si cette démobilisation partielle n'est qu'un acte prévoyant d'intendance militaire, elle n'est pas contradictoire avec d'autres récentes décisions : promotion au rang d'officier des jeunes gens des écoles militaires ; rappel de dispensés ; réformés ou auxiliaires versés, après examen nouveau, dans les divers corps ou services de l'armée. Pour juger exactement si l'ensemble de ces dispositions tend à mobiliser chacun à sa vraie place, il faudrait savoir si les hommes mis en congé provisoire sont des paysans professionnels, en nombre

convenable pour engranger promptement le grain roumain.

Ceci est du domaine de l'hypothèse. Je ne puis me défendre cependant de l'impression personnelle que M. Jean Brătianu ne laissera point échapper l'occasion d'ouvrir à la Roumanie toutes ses chances, et que ce n'est pas du côté des Empires du Centre qu'il les cherchera. Une diplomatie de l'Entente menée à Bucarest avec cohésion, sans fracas, sans fausses finesses trouverait, en ce moment, croyons-nous, le chemin d'un accord de fait, très fécond, avec ce premier ministre qui parle peu.

Louis Bacqué

Au Sénat

L'enseignement technique

Au début de la séance, M. Ribot dépose sur le bureau les douzièmes provisoires. Le rapporteur dépose son rapport. Mais le Sénat n'a plus de raison de hâter la discussion. En effet, nous prions nos lecteurs de se rappeler :

1^o Que les crédits doivent être votés pour le 30 juin à minuit ; 2^o que le projet de loi met en question le privilège des bouilleurs de cru ; 3^o que cette question a été moins tranchée que dépecée par la Chambre ; 4^o que la Chambre, samedi dernier, a décidé de ne plus se réunir avant une date qui se trouve, par pur hasard, être le 30 juin même.

Conclusion : le temps manquera pour renvoyer le projet d'une assemblée à l'autre, et il faudra bien, au Luxembourg, subir la regrettable volonté du Palais-Bourbon, — et des bouilleurs de cru. Qui donc a dit qu'une assemblée n'est jamais violée jusqu'au bout ?

Faule de mieux, le Sénat discute sur l'enseignement technique industriel et commercial. M. Tournon s'oppose à la déclaration d'urgence : il lui semble qu'on a en ce moment des préoccupations plus urgentes, il lui semble aussi que le projet pourrait sans inconvénient faire l'objet de méditations prolongées. Le ministre du Commerce fait valoir la nécessité de préparer sans retard la lutte économique qui suivra la lutte militaire. L'urgence est déclarée.

M. Goy dit des choses justes et éloquentes sur ce que doit être l'enseignement professionnel et sur ce qu'il sera. Il est applaudi par les vingt sénateurs de semaine.

Trente-six articles (sur cinquante-deux) sont lus et adoptés.

Séance jeudi, pour les douzièmes.

A l'Hôtel de Ville

L'alimentation de Paris

La séance du Comité du budget s'est bornée à une déclaration de M. Mithouard qui a fait connaître au Conseil municipal que le ministre de l'Intérieur s'était mis à la disposition de la Ville de Paris en vue de constituer, si cela était nécessaire, des approvisionnements, conformément à l'article 5 de la loi du 20 avril 1916, sur la taxation, lequel porte que, pendant la période d'application de la dite loi, il pourra être pourvu à l'approvisionnement de la population civile par voie d'achats amiables, etc.

Dans ces conditions, le Conseil n'a pas jugé possible d'instituer dès à présent une discussion sur le fond de la question, et, sur la demande de M. Mithouard, le préfet de la Seine est invité à soumettre au Conseil municipal et à la deuxième commission des mesures tendant à assurer l'approvisionnement de Paris en denrées alimentaires conformément aux lois des 6 octobre 1915 et 20 avril 1916.

Pour les écoliers alsaciens

Au cours de la séance du Conseil municipal, une somme de 1,000 francs a été votée, sur la demande de M. Gent, syndic, au nom du bureau, pour donner des livres aux enfants des écoles de Dannemarie et de Thann.

Le ravitaillement en sucre

Sur une question relative à l'approvisionnement en sucre, adressée par M. Thony Michaud, au préfet de police, ce dernier a déclaré que le ministre du Commerce a pris la haute main sur la réglementation de la consommation du sucre. Grâce à ses efforts, il n'y aura pas de pénurie de sucre. Plus de 275,000 tonnes viendront de l'étranger, comme complément des stocks de la production française. Toutes les mesures sont prises pour que les commerçants reçoivent des raffinements de sucre raffiné. Quant au sucre granulé américain, la répartition en est faite par le syndicat général de l'épicerie.

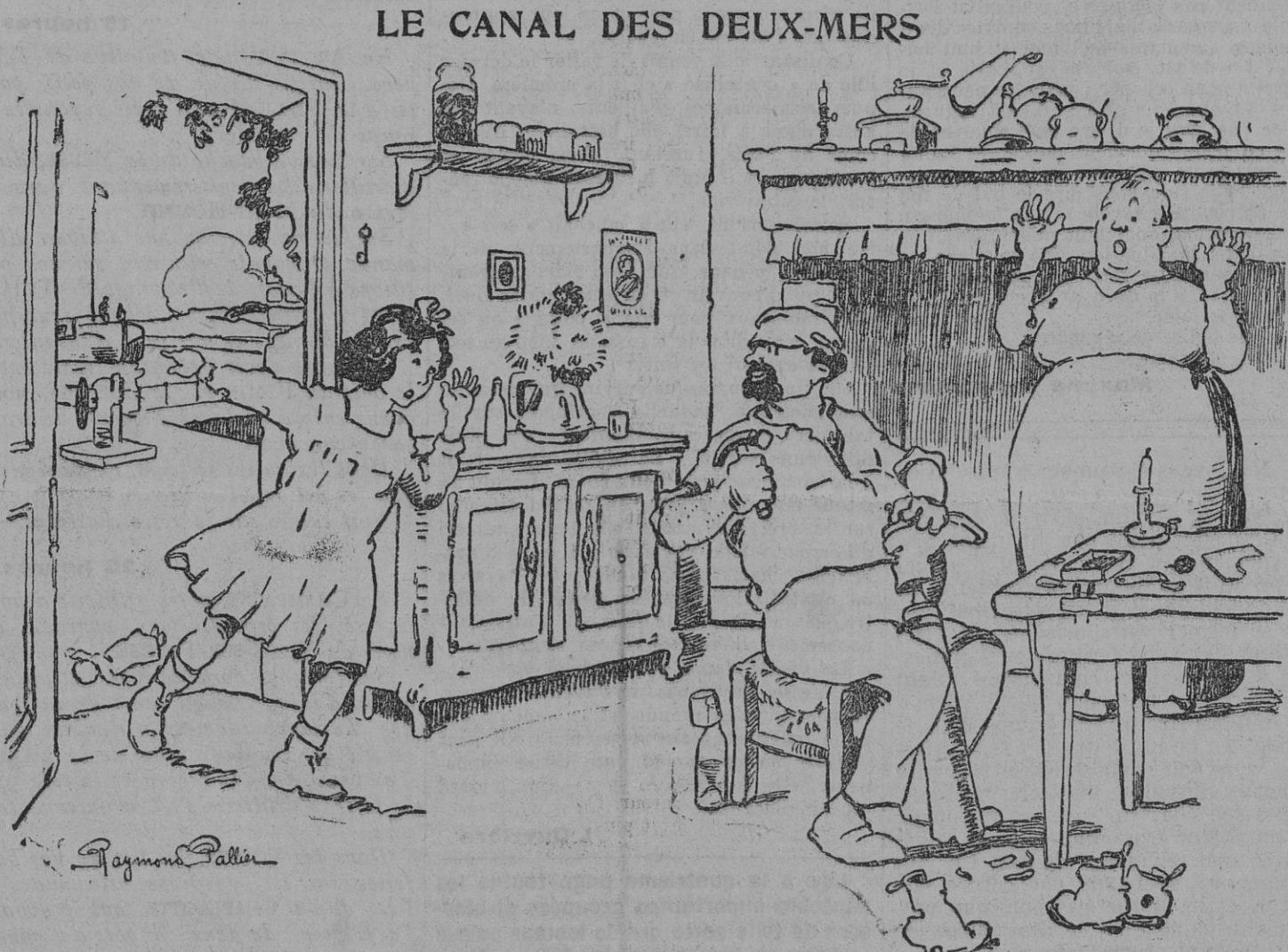
Le préfet de police annonce que de nombreux vapeurs chargés de sucre sont actuellement au déchargement, et on est certain qu'au mois d'octobre toutes les réserves seront constituées.

Ajoutons que des contraventions ont été dressées à des personnes qui vendaient le livre de sucre 0 fr. 70 au lieu de 0 fr. 65. Séance vendredi prochain.

Les présidents des Chambres DE COMMERCE

Les présidents des chambres de commerce de France se sont réunis hier matin en assemblée générale sous la présidence de M. David-Mennet.

Entre autres questions, les assistants ont examiné le projet d'impôt déposé par le ministre des finances et le projet de loi sur les bénéfices de guerre. Ils ont ensuite longuement envisagé les conséquences que pourront avoir pour notre commerce et notre industrie les résolutions adoptées récemment par la conférence économique des Alliés. En ce qui concerne notamment le régime douanier, ils ont émis le vœu que des mesures susceptibles d'engager l'avenir ne soient pas prises hâtivement et que les chambres de commerce soient préalablement consultées.



LA FILLE DE L'ÉCLUSIER. — Papa ! papa ! un bateau...

"L'Œuvre" Féminine

La Femme de demain

Elle saura le latin

Je m'occupe assez souvent des choses qui ne sont pas de ma compétence — ainsi que plusieurs de mes lectrices me le font aimablement remarquer — pour pouvoir, sans pédantisme, parler métier en passant.

Donc mon idée serait qu'on apprit le latin aux jeunes filles, et cela régulièrement, officiellement, dans les lycées de l'Etat.

Non que je professe pour cette langue morte un respect démesuré : je conviendrais d'ailleurs qu'il n'y a rien de plus direct, qu'on peut exercer ailleurs que sur des versions ambiguës son esprit de discernement et qu'à en juger par le style de nos potaches, l'étude du latin n'assure pas un sens infaillible du français.

Tout de même elle ne peut pas nuire. Des gens dignes de foi m'ont affirmé que le latin leur avait fourni une occasion de réfléchir à l'enchaînement de leurs idées et de s'apercevoir de la valeur des mots. C'est bien possible et, si c'est vrai, il y aurait de l'iniquité à exclure les femmes — sexe inconsistant et bavard — d'avantages que, plus que tout autre, elles seraient à même de mettre à profit.

Ce ne sont point cependant ces considérations abstraites qui me déterminent. Je voudrais qu'on apprit le latin aux jeunes filles surtout — sinon uniquement — parce qu'on l'enseigne aux garçons ; j'aimerais qu'aucune différence de culture n'autorisât entre elles et leurs frères une différence de traitement.

Imaginez-vous, par exemple, qu'avant la guerre, la plupart des étrangères, sortant de leurs écoles nationales, obtenaient chez nous l'équivalence du baccalauréat, pouvaient en conséquence s'inscrire à l'une de nos Facultés, tandis que l'on était et qu'on reste tenu de refuser ce droit aux jeunes Françaises qui, confiantes dans une organisation publique, se sont bornées à suivre régulièrement les écoles secondaires de leur pays ? Elles en sortent nanties d'un diplôme fatot, proclamé en droit supérieur à tout examen, inférieur en fait à n'importe lequel, dès qu'il s'agit de l'y substituer. La France juge qu'une Allemande ou une Viennoise peuvent bien profiter de son enseignement supérieur, mais qu'il y aurait du danger à y admettre ses enfants. Elle fait du moins comme si elle jugeait de la sorte, puisqu'elle accumule sur le chemin de celles-ci les obstacles dont elle débarrasse la voie de celles-là.

Une élève ordinaire d'un lycée normal se voit écarter des licences parce qu'elle ne sait pas le latin.

parent tant bien que mal un baccalauréat, à raison de deux ans de latin et de trois heures de philosophie par semaine. Et l'on se récrie hypocritement sur la pauvreté des résultats — et l'on en conclut docilement à une infériorité de sexe alors qu'on serait presque en droit, toutes circonstances considérées, de former l'opinion contraire. Dites-vous qu'il ne vous semble pas désirable qu'une jeune fille passe son baccalauréat. Vous êtes bien sûrs alors d'avoir demain assez de chercheurs dans vos archives, d'observateurs dans vos laboratoires, de maîtres dans vos collèges, d'internes dans vos hôpitaux ? Vous savez de façon certaine, que vous ne risquez rien à priver la science d'ouvrières dociles, consciencieuses et même — qui sait ? — d'une forme d'esprit, différente de la vôtre et à qui tant d'autres espoirs seraient permis ? En tout cas, êtes-vous résignés à partager avec les femmes d'ailleurs le labeur et la gloire que vous refusez aux femmes de chez vous ? Ou bien s'il faut que bon gré mal gré, vous comptiez avec nos bachelières, ne désirez-vous pas qu'elles vous arrivent mûres et bien préparées au lieu de venir à vous, hâtivement et comme en cachette parce que vous les obligez à prendre l'escalier de service.

Considérez, enfin, que vous pourriez pâtir de votre injustice. Nos jeunes filles se précipitent — dès qu'elles le peuvent — vers vos Facultés : elles font baisser (paraît-il) le niveau de votre enseignement. Et à qui la faute ? A l'insuffisance de leurs aptitudes ou à l'arbitraire de vos distinctions ?

Vous ne voulez pas toucher à l'enseignement secondaire féminin — si élégant et si désuet, avec ses clartés de tout, son imprécision voulue, sa peur des choses et des mots. Pour en sauver les chers principes on irait même, paraît-il, jusqu'à créer une vraie équivalence entre le vain diplôme qui le couronne et la première partie du baccalauréat. Autrement dit on agrandirait la petite porte pour que les femmes ne sonnent plus à la grande. Il y aurait un baccalauréat sans latin. Mais la différence entre les garçons et les filles serait respectée et les principes demeureraient saufs.

Or, si l'on veut toute ma pensée, c'est là justement ce qui me scandalise et je ne suis guère fière d'une tradition qui, loin de remédier aux prétendues insuffisances d'un sexe, s'en inspire pour les accentuer.

Vous reprochez aux femmes le vague de leur esprit et vous les nourrissez d'idées générales, leur inaptitude à l'abstraction et vous redoutez le vocabulaire philosophique qui les y habituerait ; vous proclamez que les études latines font l'esprit plus logique, le langage plus ferme, et vous n'en voulez pas pour celles qui vous notez consciamment l'incohérence et la prolixité !

Bannissez le latin de vos cours ou enseignez-le à toutes comme à tous, à tous ceux du moins qui ont assez de temps à lui consacrer et finissez-en avec ce perpétuel et néfaste souci du sexe des esprits.

Pourquoi ne pas imiter la nature ? Elle n'a pas besoin, pour perpétuer les différences nécessaires, d'avoir recours à nos artifices. Elle fait pousser hommes et femmes sous sa même lumière, les nourrit de communes richesses et la femme ne tend à devenir la plus faible que dans les pays, qu'au sein des classes où l'on crée pour elle des conditions de vie factices.

Il en est de même de son intelligence : à vouloir la spécialiser, on la diminue : rien ne protège mieux que le droit commun. Le droit commun pour les filles et les garçons d'une même patrie, c'est de s'asseoir à la même table, comme dans la maison paternelle, et d'y rompre fraternellement le même pain. Même culture et même nourriture, où chacun s'assimilera, de par la seule loi intérieure, les éléments qui lui sont propres.

Commençons par unifier l'enseignement, quitte ensuite à le réformer pour tout le monde. Et que les hommes se consolent d'enseigner le latin aux femmes, en songeant qu'Héloïse et Mme de Sévigné le savaient.

Une Universitaire

Carnet d'une féministe

DE LA MONTE A L'HONNEUR

M. H. Gomot, sénateur du Puy-de-Dôme, professe envers le féminisme un mépris qu'il exhale de temps à autre dans un quotidien à gros tirage. C'est lui qui, quelques mois après la mobilisation, annonça triomphalement la mort du féminisme. Les féministes n'étaient plus ; il n'y avait plus de féministes ! Elles étaient devenues infirmières, coususes, tricoteuses, assistantes de pauvres mères et de pauvres petits déshérités. Elles avaient enfin compris leur devoir ; et plus jamais on n'entendrait parler des droits de la femme.

Mais voici que M. Gomot reconnaît à nouveau l'existence des féministes. Ce sont d'étranges créatures. Elles n'ont pas cessé d'être féministes en tricotant ; et elles demeurent infirmières tout en étant féministes. C'est à n'y rien comprendre, mais M. Gomot ne s'embarrasse pas pour si peu ; il n'y comprend rien, voilà tout. Et, comme il admire les féministes parce qu'elles étaient mobilisées au service du pays, il les dédaigne quoiqu'elles le soient toujours. Qu'on en juge.

Il a, lui aussi, éprouvé le besoin de savoir ce que les femmes pensaient de la fameuse et gratuite hypothèse : « Après la guerre, les remplaçantes ne voudront point rendre leur place au premier occupant. » Mais il ne s'est point adressé aux féministes. Oh ! non. Il a voulu connaître « la pensée intime de leurs sœurs plus modestes, des Françaises vouées au travail, qui, dans le commerce, l'industrie et la vie rurale, sont, dans la limite de leurs moyens et de leur instruction, les collaboratrices du mari ».

M. Gomot pouvait là, comme ailleurs, tomber sur des féministes. Mais il a eu de la chance. Toutes ses correspondantes soupirent après le retour de l'absent, et il est bien connu qu'une féministe ne peut que se réjouir de l'absence de son mari. Puis, assure-t-il, « ces femmes qu'on représente comme grises d'autorité, n'ont qu'un désir : la réintégration du maître ». Du maître ! en effet, les féministes ne parlent point cette langue-là. Elles ont trop le respect de leur compagnon de vie. Car, nul ne l'ignore et les mères l'enseignent à leurs filles, plus une femme crie : « L'homme est le maître », elle rit sous cape et ajoute *in petto* : « Et la femme gouverne. » Les féministes ne songent jamais à gouverner leur mari.

En revanche, elles eussent conseillé aux correspondantes de l'honorable sénateur d'étendre quelque peu « la limite de leurs moyens » et de leur instruction, afin de ne point se trouver, restant seules, si cruellement dépourvues.

Pauvres femmes ! Eussent-elles donc été indignes d'en savoir plus long ? Non, certes ; elles l'ont prouvé en se tirant d'affaire tout de même. Mais ce tableau de douleur désarroi n'est point seulement un accident de guerre. Il nous est offert chaque jour, depuis des siècles et des siècles, par des milliers d'épouses, veuves, abandonnées ou soudain chargées d'un

mari malade ou infirme. C'est pour en délivrer la vision de l'avenir que des apôtres réclament qu'il soit permis à la femme de se conduire, de se suffire, de participer à la conduite des intérêts nationaux dans lesquels les siens sont inclus : c'est aussi pour bannir d'autres souffrances féminines. Et c'est enfin pour le bien public. Tout le programme du féminisme tient dans ces lignes.

Jane Misme

Comment on utilise les hommes mobilisables

On nous signale que la Colonie pénitentiaire de Belle-Isle dont les colons sont très réduits depuis la guerre et qui ne contient que des enfants de 12 à 19 ans, possède un personnel de gardiens qui, si la loi Dalbiez était appliquée, auraient leur place marquée au front.

Tous sont d'anciens sous-officiers, jeunes, vigoureux, appartenant aux classes mobilisées. Il y a un luxe de surveillance vraiment extraordinaire : le quartier maritime, notamment, ne contient plus que deux colons, pour lesquels il y a une demi-douzaine de gardiens ! Le service de garde, en outre, a été renforcé par des surveillants du service ambulancier, tous jeunes et célibataires.

Est-ce bien là leur place, tandis que les vieux territoriaux et les pères de quatre enfants sont dans les tranchées ? Et la surveillance des colonies pénitentiaires d'enfants ne devrait-elle pas être exclusivement assurée par des auxiliaires ?

NOUVELLES MILITAIRES

L'expédition gratuite des colis postaux du front

Satisfaction a été donnée à la critique que nous formulions ici ces jours derniers. Les délais pour l'expédition gratuite des colis postaux du front, que la loi avait limités au mois de juin, sont prorogés exceptionnellement jusqu'au 25 juillet prochain. Les colis postaux pèseront un kilo au maximum. La gratuité est accordée à tous les mobilisés des armées de terre ou de mer. Les colis seront remis au vaguemestre.

Le départ des auxiliaires aux armées

La liste des tours de départ des auxiliaires ne tient aucun compte de la durée antérieure de séjour au front. C'est tout à fait illogique. Le résultat est celui-ci : des hommes des classes plus anciennes n'ayant jamais séjourné aux armées ont des chances pour n'y point aller.

La durée du séjour au front devrait entrer en ligne de compte pour les départs en renfort du service armé.

Les mouches

Dans certains secteurs, les soldats se plaignent d'être empoisonnés de mouches. Ce fléau vient en grande partie de ce que les feuilles n'y sont pas arrosées d'huile de schiste ni saupoudrées de chaux. Nous signalons cette situation à l'autorité militaire. La désinfection des feuilles a une importance essentielle pour la santé et l'hygiène des soldats.

RÉPONSES

G. B. 13. — Que votre sœur fasse appel. Mais on est de plus en plus difficile. Une loi prochaine va régler ces questions définitivement.

P. Z. — Vous ne nous dites ni le taux du loyer ni le nombre d'habitants.

Claudel. — On ne l'accorde pas aux fonctionnaires.

R. S. — La mère a tous pouvoirs. Vous ne pouvez rien exiger.

R. M. 23. — L'allocation n'est jamais donnée qu'aux nécessiteux.

Lecteur 120. — Ce locataire doit vous payer.

E. H. 267. — C'est suivant le motif du refus.

P. O. 39. — Question pas encore réglée.

262. Crapouillot. — N'avez rien à payer, mais difficile de faire partir vos propres locataires s'ils n'y consentent.

"L'Œuvre" militaire

La relève et l'évacuation des blessés

L'évacuation des postes de secours de l'avant

En raison de la proximité de l'ennemi, en raison de la bataille qui fait rage dans le voisinage, en raison des tirs de barrage qui l'atteignent bien souvent, le poste de secours de bataillon ou de régiment est un lieu de passage dont il faut s'efforcer d'éloigner les blessés aussi rapidement que possible. Pour procéder vivement et complètement à cette évacuation, il faudrait avoir quantité de brancardiers divisionnaires. L'exposé du règlement, que j'ai mis hier sous vos yeux, nous a démontré que leur nombre est absolument insuffisant.

Je sais qu'on met à la disposition du groupe divisionnaire, dans les moments de presse — qui sont, hélas ! tous les moments, du côté de Verdun ! — les brancardiers de corps d'armée et des territoriaux ; palliatifs précaires, et moyens de fortune d'un rendement moins que médiocre.

Tout d'abord, les groupes des brancardiers de corps, dans une bataille comme celle de Verdun qui dure pendant des mois, finissent par être décimés, surmenés, harassés, au point de ne plus pouvoir fournir un rendement appréciable. Car, organe indépendant des divisions, le groupe de brancardiers de corps demeure au travail et à la peine pendant des semaines, tandis que les divisions vont au repos.

A Verdun,

Son groupe de brancardiers divisionnaires la suit. Au contraire, le groupe de brancardiers de corps, qui vient de lui donner le concours de ses effectifs, reste au combat et est prêt en renfort aux divisions qui, successivement, viennent prendre la place.

C'est ainsi que le même groupe de brancardiers de corps est demeuré pendant près de deux mois dans un des secteurs les plus mouvementés de Verdun, tandis que s'y succédaient, les uns après les autres, les brancardiers des divisions qui passaient.

Ceux qui purent échapper aux projectiles étaient à bout de forces quand on les relevés. Donc sans valeur pratique.

Cette constatation amène une conclusion : on devrait supprimer les groupes de brancardiers de corps d'armée et en verser les effectifs dans les groupes de brancardiers divisionnaires. On pourrait, par la même occasion, attribuer à ceux-ci le matériel de ceux-là, très abondant et souvent très inutile.

Voyons maintenant la valeur des territoriaux, fournis en renfort aux brancardiers. Voici ce que me rapporte un médecin, à propos d'une chaude affaire qui s'est déroulée ces jours-ci à Verdun : « On a donné au groupe de brancardiers divisionnaires un renfort de 280 territoriaux. La plupart de ceux-ci, ignorant tout du secteur, s'y perdirent la nuit. D'autres, manquant d'habitude, furent arrêtés par les tirs de barrage. Un certain nombre furent tués et blessés. Conclusion : rendement nul. »

La moralité de ce que je viens d'exposer, c'est qu'il faut augmenter considérablement, par un personnel stable, l'effectif des brancardiers divisionnaires chargés d'évacuer les postes de secours. Vous verrez, par les chiffres que je vous exposerai demain, qu'il faut également augmenter l'effectif des brancardiers régimentaires chargés d'amener les blessés aux mêmes postes.

Mortimer-Mégret

FEUILLETON DE L'ŒUVRE
du mardi 27 juin 1916

N° 2.

Comment je suis allée me marier sur le front

Germaine Beaumont

LA CRISE DES PAPIERS

Vingt minutes après, il revenait avec la feuille. Pendant ce temps, le secrétaire m'avait cité quelques exemples fâcheux de mariages sur le front. Mais je m'étais fait une âme de granit.

En un clin d'œil la feuille fut remplie ; papa la signa et prit son chapeau.

Une minute, fit le secrétaire. Où sont, monsieur, vos témoins ?

— Mes témoins ? Quels témoins ?

— Pour que cet acte soit valable, il doit être contresigné par deux témoins.

Je n'osai regarder papa. C'était plus prudent. Il y eut un silence lourd. Je contempais, d'un air dégagé, une mouche infiniment sismale qui valsait au plafond.

L'expression de papa dut être bien éloquent, car j'entendis le secrétaire murmurer :

— Avec quarante sous..., vous savez...



Je n'osai regarder papa.

Et il fit signe à un octogénaire qui épousait des casiers.

Cet homme vint, signa, reçut de mon père la somme d'un franc et partit à la recherche du frotteur de carreaux, qui, moyennant la même rétribution, rendit le même office.

— C'est fini, maintenant ! m'écriai-je en étendant la main vers la feuille.

— Mais non, mademoiselle, fit le secrétaire.

— Avez-vous encore besoin de moi ? demanda papa d'un air à la fois inquiet et menaçant.

— Mon Dieu, non, monsieur. Mademoiselle peut se charger du reste.

— Eh ! bien, mon enfant, dans ce cas je te quitte. Au revoir. Amuse-toi bien.

Et mon père me quitta avec un sourire affreusement diabolique.

— Que faut-il que je fasse, monsieur ?

— Allez vous promener jusqu'à onze heures. (Il était dix heures et demie.) Pendant ce temps, je tâcherais de faire signer cette feuille par le maire. Ensuite...

— Il y a un ensuite ?

— Ensuite, vous irez au bureau central de l'enregistrement. C'est rue de la Banque. Moyennant 3 fr. 75, cet acte sera enregistré... Ensuite...

Je chancelai.

— Ensuite, vous vous rendrez au Palais de justice, et vous obtiendrez du Procureur de la République, la légalisation nécessaire.

— Et après ?

— Après, rien. Seulement, sans vouloir vous faire de peine, je ne peux pas vous garantir que vous pourrez vous marier. Vous savez, ces mariages au front !...

A onze heures, je trouvai la feuille signée par le maire. Comme je me retirais, le secrétaire me donna un conseil dont je connus trop tard l'utilité.

— Quand vous arriverez à Montbéliard, puisque c'est dans cette ville que vous comptez vous marier, allez donc trouver tout de suite le Procureur de la République, et demandez-lui directement la dispense de publication de bans. Cela vaut mieux que d'aller à la mairie...

— Pourquoi ?

Il devint mystérieux, et se mit à bousculer des papiers d'un air affairé.

L'enregistrement, sis rue de la Banque, n'a rien d'enchanteur. On a vu des prisons dont la façade était plus riante. Je fus proménée de guichet en guichet pendant un laps de temps assez considérable.

Enfin j'arrivai devant l'ultime guichet derrière lequel s'encaidrait assez plaisamment un jeune garçon qui me fit penser — pourquoi ? — à Cadet Roussel.

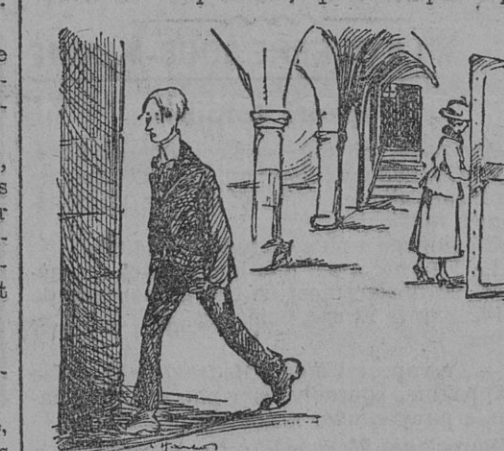
— C'est pas h'ici, me dit-il. Faut qu'a soye enregistré dans vot' arrondissement.

Et il voulut bien m'indiquer l'adresse.

L'enregistrement du IX^e arrondissement a je ne sais quoi de béni et de clercal. Et puis, il n'y a que trois guichets. C'est le troisième qui est le bon, naturellement. J'attendis très peu de temps, à peine vingt minutes, et je fus invitée à remettre 3 fr. 75 au caissier.

S'il y a jamais une erreur dans les comptes de ce bureau d'enregistrement, j'affirme que ce ne peut être la faute du caissier.

Je lui donnai un billet de cent francs en paiement, et il me rendit la monnaie en billets de cinq francs, qu'il compta sept



Il retourna vers son orange et ses témoins.

fois pour être sûr qu'il ne se trompait pas à mon profit.

Munie de la feuille enregistrée, je pris un taxi et me rendis au Palais de Justice.

Le moins qu'on puisse dire de cet édifice, c'est qu'il est grand. Je le sais parce qu'a-

près avoir traversé plusieurs couloirs, monté et descendu divers escaliers, j'étais complètement perdue. Je serais encore en train d'errer sous ces voûtes sonores, si un jeune homme mélancolique et beau, que je trouvais occupé à dévorer une petite orange dans une grande pièce noire, ne m'avait offert de m'accompagner jusqu'au bureau des légalisations.

Sur le seuil, il m'abandonna, et retourna, je suppose, vers son orange et ses témoins.

Dans le bureau des légalisations, qui est passablement obscur, je n'aperçus qu'un très petit garçon d'une douzaine d'années.

— Je voudrais voir le Procureur de la République.

— C'est moi, déclara-t-il.

— Pauvre France ! pensai-je. En sommes-nous là ?

Mais l'enfant voulut bien m'expliquer qu'il n'était pas « réellement » le Procureur de la République, et qu'il remplissait seulement les fonctions de médiateur. Là-dessus, il étendit une petite patte assez noire vers mon papier, et me remit en échange un reçu.

Il me pria ensuite de revenir à deux heures chercher l'acte de consentement légalisé.

A deux heures j'étais là. Mais comme je me disposais à partir allègrement, avec mon consentement en règle, le vieillard qui avait remplacé l'enfant me pria timidement de lui verser 0 fr. 25.

Pour l'usage du timbre, je suppose.

[A suivre.]

SUR LE FRONT ITALIEN

L'HEURE DE LA VICTOIRE A SONNÉ

Le centre autrichien cède sous l'effort des troupes de Cadorna

Milan, 26 juin. — Ce qui devait se produire s'est produit.

Le centre autrichien, mis dans une position très difficile par suite de la résistance énergique des Italiens et des progrès réalisés par ces derniers aux deux ailes, a cédé à son tour. C'est une véritable victoire que les Italiens viennent de remporter et c'est avec raison que les maisons sont aujourd'hui pavées partout en Italie. Pour qui sait combien les positions reconquises avaient coûté aux Autrichiens d'efforts et de sacrifices, la victoire italienne apparaît encore plus éclatante. D'ailleurs, l'offensive continue. Des renforts considérables d'artillerie ont été acheminés ces jours derniers au front italien ; les renforts d'infanterie ne se comptent plus. L'armée italienne est en route vers une revanche décisive.

Le dernier communiqué

Le dernier communiqué fait par le commandement suprême ne fait que confirmer cette impression. Le voici :

Rome, 26 juin. — Succédant à une intense et efficace action de notre artillerie dans la journée du 24 juin, notre infanterie a fait hier une marche en avant énergique depuis le Vallarna jusqu'au plateau des Sette Comuni.

En présence de notre attitude résolue et agressive, l'ennemi s'est replié rapidement tout en opposant sur les points les plus favorables une résistance que notre action impétueuse a partout surmontée. Dans le Vallarna, nous avons conquis Roast et les pentes au sud-ouest du mont Lemerle, solidement fortifiées par l'adversaire.

L'ennemi a fait sauter le pont de Fori et a incendié Asle, Santanna et Staineri.

Sur le front de Posina-Astico, après avoir repoussé de petites attaques à l'entrée des vallées de Monte-Pruche, nos détachements ont commencé une marche en avant vers le fond de la vallée de Posina. Les plus grands progrès ont été effectués à l'aile droite, où nos troupes ont occupé la position du mont Pria-Flora, et poussé des détachements vers les premières maisons d'Arsiero.

Sur le plateau des Sept-Communes, le sud-ouest de la ligne Mont-Longara-Gallio-Asiago-Cesuna est désormais en notre solide possession. Nous avons occupé les pentes septentrionales des monts Busibollo, Belmonte, Panocchio, Barco et Cengio ; au nord-est, nous avons pris le mont Cimone, le mont Castellaro et le mont delle Confesse (à l'ouest de la cime de la Caldiera).

Le long de tout le front, nous avons trouvé des retranchements pleins de cadavres ennemis, une grande quantité d'armes, de vivres, de munitions et de matériel abandonnés par l'adversaire en déroute.

L'action continue avec vigueur. En Carnie et sur l'Isonzo, activité des deux artilleries, particulièrement intense dans le Haut-Bul, où nous avons bouleversé les lignes ennemies et causé des explosions et des incendies.

Des avions ennemis ont fait tomber quelques bombes aux environs d'Ala et sur Padoue, Fonzaso, Primolano et Grigno. Il n'y a eu aucune victime ni aucun dommage.

Nos avions ont bombardé les parcs ennemis du mont Rover (sud-est de Caldonazzo), la gare d'Oberdrauberg et les dépôts de Delach (vallée de Drava), causant partout de vastes incendies. Ils sont rentrés indemnes. — Signé CADORNA.

L'impression à Rome

Rome, 26 juin. — A la suite de l'annonce de la victoire des troupes italiennes, la ville a pavoisé. Le communiqué est lu et commenté avec enthousiasme. Les députés présents à Montecitorio ont acclamé la nouvelle avec une vive satisfaction. On remarquait la coïncidence de cette victoire avec l'anniversaire de la bataille de San Martino en 1859.

On organise pour ce soir une grande manifestation en l'honneur de l'armée. De nombreuses dépêches de félicitations ont été envoyées au général Cadorna.

L'opinion de la presse

Les journaux ont publié des éditions extraordinaires qui ont été littéralement arrachées par la foule.

La Tribuna remarque que la nouvelle apportée par le communiqué est quelque chose de plus et de mieux qu'une excellente nouvelle :

Elle est une grande nouvelle, peut-être la plus importante venue de notre front depuis le début de la guerre. Elle signifie que l'offensive autrichienne est brisée par la retraite de l'ennemi, qui est une renonciation. Cette renonciation aux plans longtemps préparés afin de prévenir notre action peut être le prélude d'événements plus graves encore pour l'adversaire.

La Tribuna fait ressortir les ambitions que l'Autriche avait fondées sur son offensive dont le programme a définitivement échoué, ainsi que l'ennemi en fait l'aveu en se retirant.

Hémorragies
FANDORINE
RÉGULARISE le SANG — OBÉSITÉ — FIBROMES
Laboratoire de l'URODONAL, 234, R. de Valenciennes, Paris.
Flacon (100 gr.) : 11 fr. ; Flacon (50 gr.) : 5 fr. 50.

LA HERNIE

Atteints des conséquences fâcheuses sont infailliblement guéris par le nouvel Appareil sans ressort de A. CLAVERIE.
Lire le Traité de la Hernie, envoyé gratis et discrètement par A. CLAVERIE, 234, Faubourg-Saint-Martin, PARIS.
Applications tous les jours de 9 h. à 7 h. Passages tous les 2 mois aux principales villes de province. (Demander les dates).

LA GRANDE BATAILLE RUSSE

Sur la route de Transylvanie

LES COSAQUES TRAVERSENT LE DNIESTER

Petrograd, 26 juin. — (Communiqué du grand état-major.) — Dans plusieurs secteurs des positions de Jacobstadt et de Divinsk, le feu de l'artillerie est intense.

Dans la région à l'est du bourg de Goroditschle et au nord de Baranovitchi, dans la nuit du 25 juin, après un violent bombardement de nos tranchées, pris de la métairie de Brodoff, l'ennemi a pris l'offensive ; il a été repoussé.

En même temps, sur la chaussée de Sloutzki, un parti ennemi a tenté de s'approcher de nos tranchées à Sokra ; il a été rejeté par notre feu.

Dans la région au nord-est du lac de Vygonovskoïe, hier matin, les Allemands ont pris l'offensive contre une ferme sise à cinq versées au sud-ouest du bourg de Lipsk ; ils ont été repoussés.

A midi, l'adversaire a repris l'offensive sur ce point, mais sur un front plus vaste et sous la protection des tirs d'artillerie lourde et légère.

Hier matin, deux aviateurs, le sous-lieutenant Smasshoff et le sous-officier Vladimiroff, ont péri d'une mort héroïque.

Volhynie et Galicie

Sur le Styr, dans la région de Kilki jusqu'à Sokoul, les Allemands continuent à bombarder nos positions avec de grosses pièces et, par endroits, ils engagent des offensives locales que nous repoussons partout avec succès.

Les attaques répétées à formations massives dans la région de Linevka vers Stokhod ont été repoussées par notre feu ; dans une de ces actions, une de nos compagnies a poursuivi l'ennemi sur un parcours d'une demi-versée et a fait prisonniers 45 Allemands avec un officier.

Dans la direction de Loutzk et plus au sud, la situation est sans changement ; nous avons repoussé une attaque partielle de l'adversaire sur Satourtzki.

Dans les méandres du Dniester, au sud de Boutatchatze, les cosaques du Don, tout en combattant, ont traversé le fleuve près de Snovidoune, puis, culbutant les éléments d'avant-garde de l'ennemi, ils ont occupé les villages de Siekerinini et de Petrouve, ils ont fait prisonniers 5 officiers et 350 soldats.

En Bukovine

Dans la région de Kimpolung, notre cavalerie a occupé, à la suite d'un combat, une position ennemie près de Pozoritt, à 8 ou 10 versées à l'ouest de Kimpolung.

Selon les rapports complémentaires, sur la voie ferrée de Gourahoumora à Raschka, au nord-ouest de Gourahoumora, nous avons pris, dans les gares de Mohit et de Frumot, de grands approvisionnements de bois et 31 wagons abandonnés par l'ennemi. Ainsi, en progressant dans la direction du sud, nous nous sommes approchés des cols des routes conduisant en Transylvanie.

Front du Caucase

Nous avons repoussé, par notre feu et, par endroits, à coups de grenades à main, les attaques de nuit des Turcs dans le secteur de Trébizonde et dans les régions de Platana et de Divizlin.

Sur la rive droite de l'Euphrate, les Turcs, au point du jour, ont pris l'offensive et enlevé une hauteur dans la région du village de Nourik, mais vers midi, nous les en avons délogés.

Dans la Mésopotamie septentrionale, l'ennemi, après une préparation d'artillerie, avait pris l'offensive sur Revandous et enlevé d'abord un secteur de notre position, mais il a été ensuite rejeté par une contre-attaque à la baïonnette, laissant devant nos ouvrages des tués et des blessés.

Dans la direction de Bagdad, l'offensive des Turcs est facilement entravée par nos troupes qui infligent à l'ennemi des pertes importantes.

AUTOUR DE SALONIQUE

Salonique, 26 juin. — Recrudescence d'activité aujourd'hui sur le front français où l'on signale un engagement entre des patrouilles à Lioumitza sur la rive droite du Vardar tandis que la canonade était engagée aux environs du lac d'Arday et dans la région de Kalinovo.

Le bombardement de Poroy a été repris hier et se poursuit aujourd'hui, quoique avec moins d'intensité.

ANDRÉ CHERADAME

Le Plan Pangermaniste démasqué

356 pages, 31 cartes originales. Chaque Français a intérêt à lire cet ouvrage capital, à le faire lire autour de lui et à l'envoyer à ses "poilus" dans les tranchées.

Afin de faciliter la diffusion vraiment si nécessaire de ce livre, il sera adressé recommandé à domicile, sans supplément de prix.

Envoyer mandats (4 francs net) à Plon, éditeur, 8, rue Garancière, Paris.

GARANTI
à base de
VIANDE
de BOEUF
10%
BOUILLON
OXO

CIDRE Supérieur, la pièce 220 lit. Fr. 65
ANTOINÉ, Le Mans (Sarthe)

APRÈS LES TROUBLES D'IRLANDE

LE PROCÈS DE ROGER CASEMENT devant la Cour d'assises

Le traître veut démontrer qu'il n'est pas sujet anglais

Londres, 26 juin. — Le procès Casement, pour haute trahison, a commencé ce matin devant la cour d'assises, dont les tribunes et les galeries sont absolument comblées dès leur ouverture. Aussitôt que les juges sont assis à leur place, l'huissier appelle à haute voix : « Procès de la Couronne contre Casement ». Le prisonnier fait aussitôt son apparition entre deux gardes. Il est mis avec recherche et s'assied sur le banc des accusés.

Après lecture de l'acte d'accusation, sir Roger Casement est prié de présenter sa défense. Il répond, d'une voix très ferme, qu'il plaidera non coupable.

L'avocat général, prenant alors la parole, s'adresse au jury en ces termes :

Vous vous souviendrez, messieurs, que le prisonnier est accusé du crime le plus vil, du crime de s'être rangé aux côtés des ennemis du roi et d'avoir tenté d'amener les soldats au service du roi, à forfait à leur serment. Vous aurez également à considérer le point de savoir si le crime du prisonnier n'a pas encore été aggravé du fait qu'il occupait, un certain moment, une position officielle dans l'administration du Royaume-Uni.

L'avocat général rappelle ensuite la carrière de Casement.

L'avocat général termine en disant que le prisonnier, poussé par une haine aveugle contre son pays, a joué une partie désespérée et a perdu. Il doit maintenant payer.

Le Daily Telegraph fait remarquer que l'une des conditions essentielles pour que l'accusation de haute trahison soit établie, est de prouver que l'accusé est sujet britannique. La défense essayera peut-être de démontrer qu'entre le 1^{er} août 1914, date à laquelle Roger Casement quitta le service britannique, et le 4 août, date de la déclaration de guerre, il cessa d'être sujet britannique. La défense basera sa thèse sur la loi allemande de naturalisation, qui dit que tout individu entré au service de l'Etat allemand devient sujet allemand.

Les journaux de ce matin

Les commissaires aux armées

Du Journal (M. A. Aulard) :

Certes, il ne s'agit pas de singer les conventions, leurs écharpes, leurs sabres, leurs chapeaux à plumes, leurs pleins pouvoirs. Il s'agit de faire en sorte que le gouvernement, qui a la responsabilité, et le Parlement, qui a le contrôle, se recroquent les moyens et le personnel d'inspection, d'application et de contrôle qui, en jouant tous les obstacles, aident nos généraux à hâter le moment de la victoire.

La bataille de Verdun

De l'Humanité (M. Pierre Renaudel) :

Les canons lourds allemands depuis quatre mois n'ont pas cessé, jour à jour, de rapprocher leurs tirs, et pourtant, il ne faut pas que Verdun soit pris. Verdun c'est le symbole.

Même si maintenant Verdun n'est plus une position stratégique, c'est là que viendra défaillir le moral de l'impérialisme allemand. Au canon de Verdun voici que répondent en écho les canons russes de Bukovine, les canons italiens du Trentin, les canons anglais de France. Non, Verdun ne peut pas être pris. C'est l'esprit de la France libre qui le garde à travers l'âme héroïque de ses défenseurs.

L'offensive russe

Du Rappel (M. Albert Milhaud) :

Le général Broussiloff verra bientôt son exemple suivi par le général Komorpatkine, puisque le correspondant russe du Journal a l'autorisation de nous le faire connaître.

Ainsi, les jeunes armées russes et les jeunes armées anglaises vont donner leur plein d'effort au moment où nos héroïques soldats tiennent encore inviolablement la coupe de Verdun éloignée des lèvres de l'ennemi.

Ayons donc confiance.

Le succès de l'émission des Bons municipaux

L'émission des Bons Municipaux de la Ville de Paris est close. Elle comprenait, comme on sait, d'une part 300 millions de francs, et de l'autre 42.447.000 francs destinés à la souscription des Bons du Département de la Seine à laquelle la Ville s'est engagée.

C'est un succès encore plus marqué que celui obtenu pour les deux émissions précédentes. La première avait été autorisée pour 140 millions de francs, mais la Ville ne crut devoir réaliser immédiatement que 92 millions, ce qui lui permit quand même de suffire à assurer les paiements jusqu'au juillet 1915, et non jusqu'au 31 mars comme il avait été prévu.

La seconde émission avait été autorisée pour 178 millions, mais la Ville ne fit appel au crédit que pour 136 millions. Le produit devait assurer les paiements jusqu'au 31 décembre 1915 ; or, les ressources n'étaient pas encore épuisées en mars dernier.

Pour l'émission qui vient d'avoir lieu et qui ne grèvera le passif de la Ville que de 150 millions, — si l'on tient compte des prêts au Département de la Seine et aux communes suburbaines, du remboursement des Bons des premières émissions et des obligations des précédents emprunts amorties au pair ou avec lots, — il en sera certainement de même, et tout porte à penser que les prévisions seront dépassées dans le sens le plus favorable.

Voilà qui témoigne de l'excellente tenue des finances municipales et de l'extrême souci qu'a l'administration de ménager les ressources dont elle dispose.

LES ÉTATS-UNIS ET LE MEXIQUE

UNE NOTE DU PRÉSIDENT WILSON sur l'affaire de Carranza

Elle exige un désaveu formel du général Carranza

Washington, 26 juin. — Le président Wilson a reçu maintenant les rapports détaillés sur l'affaire de Carranza.

Des quatre-vingt-quatre hommes commandés par le capitaine Boyd, treize, y compris le capitaine, ont été tués, vingt-deux faits prisonniers.

Le maintien de la paix ne dépend plus que d'un prompt désaveu par le général Carranza de toute responsabilité dans ce massacre.

Une note impérieuse lui a été envoyée dans ce sens.

Cette note demande la mise en liberté immédiate des soldats faits prisonniers. Elle déclare que les Etats-Unis attendent du Mexique qu'il explique le plus rapidement possible la ligne de conduite qu'il entend tenir à la suite de la note des Etats-Unis. Car aux ordres mexicains interdisant aux troupes américaines d'avancer dans toute autre direction que le nord-est les Etats-Unis ne peuvent trouver qu'une signification : « l'aveu formel d'un acte délibérément hostile aux forces américaines actuellement au Mexique et le projet de les attaquer sans provocation desquelles avancent en poursuivant la mission pour laquelle elles ont été envoyées là-bas, quoique cette mission n'ait pour but que d'aider le gouvernement mexicain à se protéger contre des bandes rebelles de maraudeurs irresponsables. »

M. Wilson a conféré hier avec les présidents du Sénat et de la Chambre. Le président du Comité des affaires étrangères a déclaré que la guerre est virtuellement certaine. Quoique le représentant du Mexique dise que le général Carranza accepte le principe d'une médiation des Républiques sud-américaines, il est très significatif qu'aucune mention de médiation n'a été faite durant les conférences d'hier soir avec le président et que la milice a reçu l'ordre de se diriger immédiatement vers la frontière.

M. Roosevelt prêche l'union sur la candidature Hughes

Washington, 26 juin. — M. Roosevelt vient de rendre définitif son refus de la candidature progressiste. Il fait, en outre, un véhément appel à l'union des progressistes et des républicains sur la candidature Hughes.

Les Spectacles

Bienfaisance. — Les deux concerts spirituels offerts par M. Francis Plané ont été très profitables à la Société de secours aux blessés militaires. La Fédération nationale des mutilés des armées de terre et de mer, le Vêtement du prisonnier, le Colis du prisonnier, ils auront lieu les jeudi 26 juin et mardi 4 juillet, à deux heures trois quarts, au théâtre de l'annexe de Saint-Honoré d'Eylau, Billels à 20, 10 et 5 francs, chez Durand, place de la Madeleine, 4.

Cet après-midi : JARDIN DES TUILERIES. — 4 h. — Le Barbier de Séville ; Les Contes d'Hoffmann ; Bourree fantasque ; La Vie de Bohème. 10 exécutions. Places : 0 fr. 65, 0 fr. 30 et 1 fr. 10.

Ce soir : ATHÈNES. — 8 h. 30. — Première (reprise) Loute, comédie en 4 actes de M. Pierre Weber, avec MM. Lucien Rozenberg et Prad, Mmes Armande Cassive, Louise Danville, etc.

COMEDIE-FRANÇAISE. — 8 h. — Le Mariage de Coche ; Polyxène. OPERA-COMIQUE. — Relâche.

VAUDEVILLE. — 8 h. 30. — Jules César. GYMNASSE. — 8 h. 45. — La Chatterie anglaise. PALAIS-ROYAL. — 8 h. 30. — Le Veilleur de nuit ; Ou allons-nous ce soir ?

PORT-SAINTE-MARTIN. — 8 h. 15. — La Flambee. VARIETES. — 8 h. — Mamezelle Boy-Scout. TH. ANTOINE. — 8 h. 30. — La Revue ; L'Ecole du Piston.

AMBIGU. — 8 h. 15. — Le Chemineau. BOUFFES-PARISIENS. — 8 h. 20. — Mon Bébé. RENAISSANCE. — 8 h. 10. — L'Hôtel du Libre-Echange. APOLLO. — 8 h. 15. — Les Cloches de Corneville. TRIANON-LYRIQUE. — 8 h. 15. — La Traviata. GRAND-GUIGNOL. — 8 h. 40. — Le château de la mort lente, etc.

FOLIES-BERGÈRE. — 8 h. 30. — La Grande Revue. OLYMPIA. — 8 h. 30. — Polaire ; attractions. MAYOL. — 8 h. 15. — C'est court ! revue. SCALA. — 8 h. 30. — Vasey, pénétre ! Revue. CIGALE. — 8 h. 30. — Elle est trus... bizonde. ELDORADO. — 8 h. 15. — Les Mousquetaires au Couvent.

CONCERT EUROPEEN. — 8 h. 30. — Le Rire. ALHAMBRA. — 8 h. 30. — Attractions.

Electric Palace, 5, boul. des Italiens. — Toloche fait ses débuts, comique. Actual. milit. Omnia Pathé. — L'affaire des trois nations. Le Reflet du passé. Sous le second parasol, etc.

Le gérant : VICTOR ATRINSON.

Imprimerie WILLIORS et ROGEE
16-18, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.

HYGIENE MODERNE

CHAUFFE-BAINS-LAVABOS

Demandez "L'Incomparable" Le plus économique. Catalogue gratuit.
L'HYGIENE MODERNE, 27-29, Rue Cotte, Paris. Tél. Roq. 05.83.
Visitez notre Expos. « Cité Reconstituée » aux Tuileries

LA GRANDE SPÉCIALITÉ FRANÇAISE
LES VÉRITABLES
Grains de Santé
du **D^r Franck**
contre la Constipation.